

BASM, LA VOIX DES SURVIVANTS

Les survivants des armes à sous-munitions, regroupés au sein des Ban Advocates, et Handicap International appellent de nouveau tous les gouvernements à rejoindre et promouvoir le Traité d'Oslo à l'occasion de la Conférence de Santiago (Chili) sur les armes à sous-munitions.

Cette conférence en Amérique Latine, du 7 au 9 juin, est la dernière réunion des États signataires et non-signataires avant l'entrée en vigueur du Traité d'Oslo sur les sous-munitions, le 1er août prochain. C'est pourquoi des victimes d'Afghanistan, de Croatie, d'Éthiopie, du Laos, de Serbie et des États-Unis sont actuellement aux côtés de Handicap International au Chili afin d'inviter les pays non signataires présents à cette conférence (l'Argentine, la Géorgie, le Tadjikistan, la Thaïlande, la Turquie et le Vietnam) à annoncer clairement leur intention d'adhérer à la convention.

En outre, Handicap International appelle aussi les pays signataires à ratifier ce Traité le plus rapidement possible et à s'investir davantage dans les activités de déminage et d'aide aux victimes dans les pays touchés.

Lors de cette conférence, les États et la société civile vont entamer un dialogue sur la mise en œuvre de cette convention sur les armes à sous-munitions et sur le plan d'actions qui sera adopté lors de la Conférence de Vientiane, au Laos, du 8 au 12 novembre 2010.

« Seul un plan d'actions clair permettra d'offrir aux survivants le soutien dont ils ont absolument besoin », explique Mina Zunac, victime croate d'une sous-munition. « Les communautés et les personnes touchées par ce fléau doivent être associées à l'élaboration des plans nationaux d'aide aux victimes. Chaque pays doit réaliser une évaluation globale des besoins. En matière de coordination et même en matière de suivi, les survivants ont un rôle clé à jouer. »

Cette approche de l'assistance aux victimes, défendue depuis longtemps par Handicap International, est au cœur des enjeux de la mise en œuvre du Traité d'Oslo sur les sous-munitions, tout comme de celle du Traité d'Ottawa sur les mines antipersonnel, effectif depuis 1999 et qui souffre pourtant encore de manques importants dans l'aide apportée aux victimes.

Nul doute que ces dernières seront donc au cœur des débats de cette conférence chilienne alors que de récentes déclarations d'Amnesty International feraient état de suspicions d'usage de sous-munitions par les Etats-Unis au Yémen en décembre dernier, tuant et blessant plusieurs civils.

Notons enfin que le Luxembourg, 13ème Etat à avoir ratifié le Traité d'Oslo en 2009, a souhaité être présent à cette Conférence de Santiago en dépêchant sur place un responsable du Ministère des Affaires Etrangères.

8 juin 2010